

M. Hackett: Et la perte s'établit à plus de \$1 le boisseau.

Le très hon. M. Howe: L'honorable député n'a jamais vu un grain de blé de sa vie.

L'hon. M. Rowe: Il en connaît le prix mieux que le ministre.

Le très hon. M. Howe: En semant son blé ce printemps, le cultivateur saura exactement ce qu'il en obtiendra. Il sait que 140 millions de boisseaux de la récolte de 1949 ont été vendus à notre client traditionnel, la Grande-Bretagne, au prix de \$2 le boisseau. On a beaucoup parlé du contrat relatif au blé que nous avons conclu avec la Grande-Bretagne mais on n'a guère insisté sur l'importance qu'il y a pour le Canada de se maintenir sur le marché britannique. Je puis dire à la Chambre que, n'eût été le contrat de vente ferme de 140 millions de boisseaux de blé au Royaume-Uni de la récolte de 1948, il y aurait, aujourd'hui, au Canada une grande quantité de froment inventu, comme c'est le cas aux États-Unis. Ministre chargé de la vente de notre blé à l'étranger, je suis très heureux de savoir que 140 millions de boisseaux de notre récolte de 1949 ont été vendus à un prix ferme, à un prix qui, en ces jours de marchés à la baisse, semble excellent pour le Canada.

Avant de parler davantage de pertes découlant de l'accord britannique sur le blé, rappelons-nous que, sur la période de quatre années, il n'y a que deux ans et demi de passés. Il serait bon d'attendre le résultat final avant de calculer les pertes. Je regrette d'avoir gâché le discours favori de mon collègue.

M. Ross (Souris): Attendez qu'il ait encore une autre occasion de parler pendant quarante minutes.

Le très hon. M. Howe: Mon temps de parole achève, mais j'aimerais dire quelques mots des perspectives économiques. Je le répète, on juge assez justement de la prospérité d'un pays par le volume annuel de ses exportations ainsi que par le volume annuel de ses placements. Au Canada, notre programme de placement de capitaux, pour l'année 1948, se chiffrait par environ trois milliards de dollars. Par coïncidence, nos exportations aux États-Unis, durant cette même période, s'établissaient à près de 3 milliards. A la même époque, notre production nationale brute, c'est-à-dire la valeur de notre production, dépassait 15 milliards. Je me permets de signaler à la Chambre que ces chiffres sont à peu près trois fois plus élevés que les chiffres correspondants d'il y a dix ans, et environ six

[Le très hon. M. Howe.]

fois supérieurs aux chiffres correspondants de la période de 1930 à 1935, dont les honorables vis-à-vis savent quelque chose.

Il est d'usage dans notre ministère d'établir si possible des prévisions pour la période économique en cours. J'ai déposé aujourd'hui les réponses à un questionnaire que le ministère adresse à 18,000 maisons d'affaires au pays, aux municipalités, aux provinces et à tout organisme qui entreprend des travaux de construction. Le monde des affaires reconnaît l'importance de ce relevé qui se fait depuis plusieurs années et est très précis. D'année en année, nous avons plus de collaboration de la part des maisons d'affaires. Le relevé indique que les mises de fonds globales prévues pour 1949, dépasseront de 8 p. 100 celles de 1948. Il s'agit de 8 p. 100 de la valeur, ce qui veut dire un volume d'environ 3 p. 100 plus considérable. Le mode de placement se modifie en 1949. Les institutions placent plus d'argent dans les services d'utilité publique et les habitations et moins dans les industries manufacturières. Il s'agit en effet d'un programme d'immobilisation très vaste pour un pays comme le nôtre. Mais la situation s'est grandement améliorée en ce qui a trait aux approvisionnements et il y a tout lieu de croire que le Canada pourra exécuter le programme tracé.

Une étude de la statistique relative à la production nationale brute fait prévoir qu'elle dépassera d'un milliard en 1949 le chiffre estimatif de 15 milliards et demi qui a trait à 1948. Tout semble indiquer que le niveau général des affaires sera à peu près le même mais qu'il se produira un certain nivellement dans les prix de sorte que l'économie n'aura plus autant à subir la poussée d'inflation attribuable en partie à l'insuffisance de l'offre. A la suite d'une analyse de la situation et d'études effectuées par des fonctionnaires de mon ministère compétents en ces matières, je puis dire que, à moins de tremblements de terre, de graves différends ouvriers ou un changement de gouvernement, la situation de notre économie n'empirera pas en 1949 et que toute notre population peut être assurée que l'année sera aussi prospère que 1948.

M. Adamson: Puis-je poser une question au ministre? Il a dit qu'il y a, entre 1948 et 1949, une augmentation de 8 p. 100 en valeur et de 3 p. 100 en importance.

Le très hon. M. Howe: Pour ce qui est des placements, oui.

M. Adamson: On s'attend que les placements accusent une augmentation de 8 p. 100 en valeur à laquelle ne correspondra, d'après les chiffres du ministre, qu'une augmentation de 3 p. 100 en volume?